



AMBASSADE DE SUISSE  
AU CHILI

SANTIAGO, le 4 mars 1981

Calle J. Miguel de la Barra 536

Casilla 3875

Téléphone 32009

Réf.: 512.01 - MYP/...

CONFIDENTIEL

Bundesamt für Aussenwirtschaft				
No. Chile 810				
EE				
11. MARZ. 1981			16. J.	
Kopie an		J. Ly. 40		

Office fédéral des affaires  
économiques extérieures  
Département fédéral de  
l'économie publique  
3003 B e r n e

Entretien avec le Ministre chilien du travail

Monsieur l'Ambassadeur,

L'actuel Ministre du travail et de la prévision sociale du Chili, M. Miguel Kast (K), est un "Chicago boy" de 32 ans. Avec le Ministre des finances (Sergio de Castro), celui des mines (José Piñera) et le Président de la Banque centrale (Alvaro Bardon), il fait partie de ce groupe de jeunes économistes chiliens qui ont terminé leurs études post-graduate dans les Universités de Chicago (prof. Milton Friedman) et de Harvard et qui mènent aujourd'hui la politique économique et financière de ce pays. K. a été jusqu'à la fin de l'an passé directeur de l'Odeplan (Office de planification nationale).

Je me suis entretenu avant-hier pendant quelque 45 minutes avec lui en tête-à-tête. Les principaux points traités au cours de cette conversation, très franche et spontanée, valent la peine de vous être relatés.

1. K., à l'égal de ses collègues mentionnés ci-dessus, se montre extrêmement optimiste quant à l'avenir de son pays. En 1981, comme dans les quatre années qui ont précédé, le Chili va connaître une croissance de 6,5%-7% de son produit national brut. Le taux d'inflation annuel pourrait descendre à moins de 20%, alors que le taux moyen durant ces quarante dernières années a été de 30%. Le chômage devrait baisser à moins de 10%, ce qui mettrait le Chili à parité avec les grands pays industrialisés. Le budget de l'Etat et des grandes régions est équilibré et les devises ne cessent d'accroître les réserves de la Banque centrale.

./.



2. Il existe une remarquable cohésion dans la pensée économique de cette équipe. Les réponses de Sergio de Castro, dans l'entretien que j'ai eu également avec lui, étaient étonnamment similaires à celles de K. Tous sont d'ardents partisans de l'économie de marché, du libre-échange international, du caractère subsidiaire de l'Etat, de la diminution de l'appareil bureaucratique et du soutien à l'initiative privée. Au surplus, il y a entre eux parfaite identité de vues sur le principe de l'égalité de traitement entre entreprises étrangères et nationales.
3. Les petits pays - économiquement parlant - comme le Chili n'ont pas à espérer un traitement de faveur de la part des grands. Ils sont soumis à la dure loi du marché. Inversement, le Chili avantagera systématiquement, à égalité de qualité, les offres aux conditions de paiement et de crédit les plus avantageuses. A une remarque que j'ai faite sur une récente affaire de livraison de matériel hydro-électrique pour un barrage - où une offre américaine l'a emporté sur celle de Motor-Columbus - K. ne conteste pas que les Etats-Unis pratiquent le dumping et que grâce à l'Etat, les maisons américaines accordent des conditions exceptionnelles de crédit que nous ne sommes pas à même d'offrir. C'est pour K. un problème entre la concurrence internationale. Tout ce qui peut être économisé dans le paiement à la charge du Gouvernement chilien servira à d'autres projets de développement. La DDR, comme d'autres pays communistes, cherchent désormais à s'implanter sur le marché chilien. A égalité de qualité, si leurs produits sont moins onéreux, la préférence leur sera donnée. Il ne sera pas fait de sentiment en l'espèce. La politique doit être soigneusement distinguée de l'économie. Dans ce dernier domaine, il n'existe pas d'amis, sinon des partenaires commerciaux.
4. Toutefois, dans des cas où des contrats étaient prêts à être conclus et où, au dernier moment s'est produit une reculade pour des raisons politiques, le Chili sera dorénavant sur ses gardes. K. s'est expressément référé à ce propos à la commande de véhicules blindés à l'Autriche qui fut, comme on le sait, annulée. L'Autriche a perdu ici sa crédibilité; ce n'est pas un partenaire sérieux. On ne devra pas s'étonner à Vienne que le Chili s'adresse désormais à d'autres fournisseurs et il n'en manque pas (sic).
5. En matière de taux de change du peso chilien, K. affirme, comme Sergio de Castro, que le peso n'est pas surévalué.

Si le marché libre était introduit, sa valeur augmenterait de 39 à 35 pesos pour un dollar US. L'offre de dollars est telle aujourd'hui que la Banque centrale est tenue d'en accepter de grandes quantités qu'elle ne désire pas. Les exportateurs chiliens qui se plaignent, notamment les producteurs de fruits frais, font tout simplement un peu moins de bénéfices qu'autrefois, parce que la concurrence internationale est devenue plus dure. Mais les expéditions de fruits frais chiliens restent une affaire très profitable. La preuve en est que les ports ici sont engorgés et qu'on n'arrive pas à charger les navires à mesure des arrivages de l'intérieur. K. réaffirme qu'il ne faut pas compter sur une dévaluation du peso chilien, dans les mois, voire dans l'année à venir.

6. K. me confirme dans mon impression que les statistiques sur l'échange commercial entre nos deux pays ne doivent pas correspondre à la réalité. Selon nos sources, cet échange (importations + exportations) n'atteindrait même pas les 100 millions de francs suisses (en 1980: 84 millions). K. part de l'idée que les exportations chiliennes qui aboutissent finalement en Suisse (cuivre comme produits non traditionnels) doivent figurer probablement sur la statistique de la RFA et des Pays-Bas, par suite de leur arrivée dans les ports de Hambourg et de Rotterdam. Il a toutefois l'impression que la Suisse est très active sur le marché chilien et que notamment une entreprise comme Chiprodal (Nestlé) est parfaitement au courant des possibilités de développement que ce pays offre. K. estime qu'un domaine, qui va prendre un grand essor ici ces prochaines années, devrait nous intéresser tout particulièrement, c'est celui des assurances. Il souligne à ce propos que l'assurance RC automobile sera obligatoire dès le 1er janvier 1982 et que les compagnies étrangères, qui jouissent au surcroît d'un know-how supérieur aux sociétés chiliennes, sont placées avec elles sur un strict plan d'égalité. Il m'assure que les compagnies d'assurance nord-américaines sont vivement intéressées par le marché chilien et qu'une fois qu'elles s'y seront installées, il sera difficile de les en déloger.
7. Avec une "Schadenfreude" typiquement chilienne, K. affirme à deux reprises que l'économie argentine est en ruine (arruinada). Les faillites de banques et d'entreprises du pays voisin vont encore se multiplier. Il sera fait appel à l'Etat qui, endetté comme il l'est et avec des comptes tout à fait déséquilibrés, est incapable d'agir. La politique économique argentine devra être entièrement revue. A mon observation, que le Chili pourrait aussi connaître les conséquences de cette situation désastreuse par le fait que les dirigeants de Buenos-Aires pourraient détourner l'attention de l'opinion publique sur le conflit fron-

talier avec Santiago, K. reconnaît qu'une telle éventualité n'est pas à exclure.

8. Politiquement, le Chili va bien. Le plébiscite du 11 septembre 1980 reflète bien les vues de la majorité du peuple. Dans un régime militaire plus dur que celui du Chili, en Uruguay, la volonté négative du peuple qui a refusé la nouvelle Constitution qui lui était proposée, a pu se manifester. Cela aurait pu être le cas aussi ici. Le général Pinochet est populaire; il jouit de la confiance de la majorité des gens. Il est vrai que le Chili souffre d'une mauvaise image dans l'opinion publique mondiale. Il n'y a à cet égard rien à faire (le Ministre de l'Intérieur, M. Fernandez, m'avait déjà fait part de cette même résignation dans l'entrevue que j'avais eue avec lui). Il existe contre le Chili une sorte de conspiration internationale, animée et entretenue par l'URSS. Quels que soient les efforts accomplis par le gouvernement de Santiago - il a laissé enquêter ici ces dernières années plusieurs commissions sur les droits de l'homme - les condamnations de son régime se répètent année après année. D'autres dictatures, tant sud-américaines que communistes (Cuba, URSS..), sont pourtant bien plus impitoyables que celle qui règne au Chili.

K. est né en République fédérale d'Allemagne. Son ascendance allemande se manifeste en ce sens, qu'en plus de la gentillesse et de la courtoisie de nos interlocuteurs ici, il empreint peut-être ses propos d'une plus grande franchise et avec un contour plus net. Economiste remarquable, il participe toutefois aussi de cette mystique des gens en place ici pour lesquels tout va au Chili comme dans le meilleur des mondes possible. Il me paraît ainsi particulièrement nécessaire de garder une certaine réserve quant à son appréciation sur la situation politique du pays.

Une copie de la présente lettre est adressée tant au Service économique et financier qu'à la Division politique II du DFAE, pour leur information.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse :

  
(Moret)